



13

Monsieur le Directeur Général adjoint,

14 mars. 19 mars. 28 mars. 9 mai. 27 juin. 16 septembre. 24 septembre. 14 novembre. 5 décembre. 10 décembre. 12 décembre. Onze. Onze jours de grève pour les agents de la DRFiP PACA 13. Onze jours de lutte contre vos projets mortifères. Vous qui cherchez la « concertation », l'assentiment des agents, le message est limpide.

Allauch, Arles, Aubagne, Auriol, Barbentane, Les Baux de Provence, Beaucueil, Belcodène, Berre-l'Etang, Boulbon, Cadolive, Carnoux, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Charleval, Châteauneuf-le-Rouge, Châteauneuf-les-Martigues, Châteaurenard, Coudoux, Cuges-les-Pins, Ensues-la-Redonne, Eygalières, Eyragues, Fontvieille, Fos-sur-mer, Fuveau, Gardanne, Gemenos, Gignac-la-Nerthe, Graveson, Gréasque, Istres, La Bouilladisse, La Ciotat, La Destrousse, La Penne sur Huveaune, Lambesc, Le Rove, Les Pennes-Mirabeau, Les Saintes Maries de la mer, Maillane, Marignane, Martigues, Mas-Blanc-des-Alpilles, Mimet, Miramas, Mollèges, Mouriès, Noves, Orgon, Le Paradou, Peynier, Peypin, Plan d'Orgon, Plan de Cuques, Port de Bouc, Port-Saint-Louis, Puylobier, Rognac, Rognes, Rognonas, La Roque d'Anthéron, Roquefort la Bédoule, Roquevaire, Rousset, Saint-Chamas, Saint-Martin de Crau, Saint-Pierre de Mézoargues, Saint-Andiol, Saint-Antonin sur Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Etienne du Grès, Saint-Mitre les Remparts, Saint-Rémy de Provence, Saint-Savournin, Saint-Victoret, Salon de Provence, Sausset les Pins, Senas, Simiane-Collongue, Tarascon, Trets, Velaux, Ventabren, Verquières, Vitrolles.

88.

Voilà la liste des 88 communes du département des Bouches du Rhône qui perdent, dans le projet local de « Nouveau Réseau de Proximité », un ou plusieurs services de proximité et de pleine compétence (S.I.P., S.I.E. et/ou Trésorerie mixte ou S.P.L.) dont elles dépendent aujourd'hui.

Nous avons rencontré nombre d'élus locaux. Ils sont nombreux à ne pas avoir été consultés, voire même informés. Beaucoup de Conseils municipaux ont voté des motions d'attachement à notre réseau de proximité et de pleine compétence. Car partout, auprès des élus, nos explications sont plus convaincantes que le discours creux, à base de gommettes et de points de contacts auquel se livre notre direction.

Les élus locaux ont bien compris que votre « Nouveau Réseau de Proximité », c'est la stratégie du coucou, ce volatile qui pond ses œufs dans le nid des autres et s'en bat les ailes des suites. Les élus locaux ont bien compris que ce que vous faites, c'est un transfert de charge de l'État sur le dos des communes à travers les points de contacts, les MSAP, les Maisons France Services et autres sornettes.

Pour vous qui feigniez la « concertation » et avoir l'assentiment des élus locaux, votre tactique est un flop dans les Bouches-du-Rhône !

Nous avons soumis à l'expression populaire des pétitions visant à illustrer le soutien des citoyens à la défense de nos structures. Massivement signées, elles vont être remises. Vous qui cherchez la « concertation », l'assentiment des usagers, rapprochez-vous donc des citoyennes et citoyens ! Allez leur expliquer les yeux dans les yeux à Istres qu'ils devront aller à Arles, à Arles qu'ils devront aller

à Tarascon, à Marignane, qu'ils devront aller à Martigues, à La Ciotat qu'ils devront aller à Aubagne et une fois à Aubagne, qu'ils auraient dû rester à La Ciotat !

Le nouveau réseau comme vous l'appellez, dans les Bouches-du-Rhône, c'est envoyer les entreprises du 1<sup>er</sup> ou 8<sup>ème</sup> arrdt de Marseille à Marignane et celles du 5/6<sup>ème</sup> à La Ciotat !

Êtes-vous tombés sur la tête ? Avec un tel projet ubuesque, à quoi vous paie-t-on ? A entacher l'image de l'administration ? C'est à cela que doivent servir le temps de travail et l'intelligence de nos cadres dirigeants ?

Aucune étude d'impact, aucune étude prospective sur les fermetures et délocalisations pour les usagers. Si peut-être une seule : « être à moins de 30 mn d'un service fiscal, financier ou économique ». Même avec un gyrophare greffé, vous n'y arriverez pas dans les Bouches-du-Rhône ! Car il y a aussi des spécificités, des réalités d'organisation ou de désorganisation du territoire voire de quasi sous-développement qui caractérisent notre département. Mais vu de Bercy, cela doit prêter davantage à l'ironie qu'à l'empathie. Clichés et poncifs ont la vie dure.

Allez de St Paul lez Durance à Aix en 30 mn. Allez d'Istres à Arles en 30 mn.

Allez de Marseille 5/6 à La Ciotat en 30 mn !

Mais c'est vrai, pour les néo-libéraux, pour Macron et Darmanin, il y a les points de contacts et même désormais, sortis du chapeau, des guichets polyvalents de proximité. Soit des coquilles vides, les points de contacts pour lesquelles nos agfip affirment que nous n'y serons pas à demeure, soit le bazar de 1<sup>er</sup> niveau. Êtes-vous sérieux ? Quand déjà sur des services spécialisés il y a l'accueil de 1<sup>er</sup> niveau, puis l'accueil spécialisé et ensuite l'accueil sur rendez-vous, à qui allez vous faire croire que le guichet polyvalent SIE-SIP-CDIF fonctionnera ?

C'est de la fumisterie.

Si ce n'était l'idéologie dans laquelle vous baignez, le néo libéralisme, nous aurions l'impression que nos directeurs sont des enfants gâtés qui cassent leur jouet sous l'œil bienveillant du ministre de tutelle.

Mais ce n'est pas que ça. Vous faites des choix dont les intentions combinent la casse du statut et la fin de l'État social, vous faites des choix qui rompent avec l'égalité d'accès et de traitement, vous faites des choix qui transforment le service public en choses, et les choses en marchandises. Il en est ainsi de décider la fin du numéraire pour mieux supprimer nos services de pleine compétence, il en est ainsi de transférer le recouvrement de l'impôt aux employeurs et les créances publiques à la française des jeux, de reléguer une partie de la population pour laquelle internet est une notion et pas un outil, il en est ainsi que d'adresser des notes de service qui demandent à déroger aux lois et aux règlements, comme le paiement en numéraire des excédents de versement ou des chèques de solidarité établis par le conseil départemental. Vous osez parler de « déontologie » ? Vous instrumentalisez l'administration, c'est tout.

Vous voulez en finir avec le service public et la culture du service public.

Vous voulez « industrialiser les tâches » dans des pôles de gestion où vous êtes incapables de dire aujourd'hui comment sera organisé le travail. Vous projetez la déqualification de nos métiers pour remplacer le fonctionnaire des Finances publiques par le contractuel, c'est tout.

Vous expliquez que les agents ne seront pas soumis à la mobilité forcée parce que prioritaires en cas de restructuration en oubliant de préciser que cette priorité sur le site ne vaudra que pour une année. Et qu'ensuite, au vu des suppressions d'emplois, ce sera la mobilité forcée, car l'état de grâce sera fini.

Agents, élus locaux et usagers rejettent le plan Darmanin – Fournel – Bonnet de « *Nouveau Réseau de Proximité* » dans les Bouches-du-Rhône.

Qu'attendez vous Monsieur le Directeur Général adjoint de votre visite marseillaise ? Un nouvel épisode de communication savamment orchestré, à l'image des traditionnels romans-photos publiés habituellement sur Ulysse national en pareilles occasions ? Apporter, enfin, des arguments techniques valables quant à la destruction de notre Administration en nous démontrant comment

faire mieux avec moins ? Ce sont 1500 emplois supprimés cette année aux Finances publiques et 51 dans notre département.

Votre venue, jour de grève pour les agents de la DRFiP PACA 13, apparaît comme une provocation. Pour la sérénité des débats, et par respect pour notre connaissance de nos métiers, épargnez-nous les éléments de langage habituels sempiternellement ressassés par vos plénipotentiaires locaux. Car vous n'arrivez pas ici en terrain conquis.

Vous arrivez aujourd'hui dans le département des Bouches-du-Rhône au cœur d'une mobilisation intense. Il y a une semaine, jeudi 5 décembre, plus de 50 % des agents de la DRFiP PACA 13 étaient en grève pour manifester leur opposition certes au projet Delevoye de réforme des retraites (qui impacterait particulièrement les Fonctionnaires) mais, bien plus largement, à l'ensemble de la politique de ce Gouvernement, à la casse de leurs services, de leurs missions, de leurs droits et garanties. Les agents de notre Direction sont victimes de cette volonté de sape de notre modèle social. A la DRFiP PACA 13, l'illustration de cette politique se matérialise par le plan Darmanin – Fournel – Bonnet. Celui-ci, en cohérence avec les préconisations du C.A.P. 2022, cherche à détruire notre réseau, ses implantations territoriales, et donc ses missions et ses emplois. Bref, ce plan cherche à nous détruire. « *Qu'est-ce que le néolibéralisme ? Un programme de destruction des structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur* » disait Bourdieu. Notre statut, attaqué, n'est pas un privilège, il est une garantie pour l'usager : cela s'appelle l'égalité d'accès et de traitement. Notre rémunération ne fait pas de nous des nantis, elle répond à une technicité particulière.

Rien ne justifie, si ce n'est le dogme politique, votre projet de casse de la DGFIP.

La Direction Générale des Finances Publiques a été créée il y a maintenant 12 ans. Depuis, les réformes s'enchaînent, sur fond de suppressions massives de postes, chacune avec leur lot de fusion/dé-fusion de services et structures, leur introduction de nouvelles organisations de travail et de technologies. Chacune a eu des impacts aussi bien sur les missions régaliennes de service public que dans le quotidien des agents qui les exercent. Nous arrivons à un point de rupture. L'Administration n'est plus en capacité d'absorber les suppressions de postes et tous les changements organisationnels imposés par les Gouvernements successifs. La situation est alarmante. Les volontés gouvernementales annoncent le pire. Toute la spécificité du modèle social construit à l'après-guerre vole en éclat. La marchandisation des services publics est en marche et la DGFIP est la première de cordée. La DGFIP est à un moment charnière de son histoire. Ce moment clé arrive alors que le mal être au travail n'a jamais été aussi important. Il prend diverses formes, parfois dramatiques, lesquelles pourtant effroyables, ne constituent que la partie émergée de l'iceberg. Cette situation est d'autant plus préoccupante que ce sont vos décisions régressives qui en sont la cause : vous entendez accélérer la mise en concurrence des agents entre-eux, mettre en place le salaire au mérite, vous laminez les commissions administratives de mutation et de promotion pour avoir les pleins pouvoirs sur la main d'œuvre, son affectation, la durée de présence dans un service, la mobilité géographique forcée.

Vous voulez transformer le fonctionnaire citoyen des finances publiques en fonctionnaire sujet d'une autorité arbitraire. Votre projet, comme le veut la doxa néo-libérale, est de créer de l'insécurité dans les rapports sociaux au travail, et vous voulez que les agents des finances rejoignent ainsi le cadre d'emploi du privé, mis à mal depuis des années par les attaques incessantes contre le code du travail.

Au sein de notre département, ces politiques de démantèlement de notre Administration ne passent pas et les agents s'inscrivent clairement en faux. Aujourd'hui, nous fêtons notre onzième journée de grève de l'année 2019. Nous fêtons non pas un folklore mais notre dignité d'agent d'État, attachés à

nos valeurs et nos missions, ciment de notre République sociale. Entendez, Monsieur le Directeur Général adjoint, la volonté farouche des agents de la DRFiP PACA 13 de s'opposer par tous les moyens à vos projets de destruction de notre collectif de travail et du service public.

Au-delà du retrait préalable et indiscutable du plan de « *Nouveau Réseau de Proximité* », les agents des Bouches-du-Rhône, avec leur intersyndicale revendiquent l'ouverture de véritables négociations sur nos missions, nos carrières et nos emplois, notre rémunération.

Ces négociations doivent tout d'abord viser au renforcement et au développement des missions et des implantations territoriales qui doit conduire à l'abandon de tous les projets en cours concernant la DGFIP ; il faut ainsi abandonner toute externalisation. Pour reconquérir les territoires, il faut maintenir, consolider et renforcer les implantations de la DGFIP. Le numérique ne doit pas être utilisé pour « réduire » : au contraire, il peut et doit permettre aux agents de travailler dans de bonnes conditions de travail et de vie personnelle. Il faut également mettre un terme au jeu de dominos consistant à multiplier les transferts de services et de missions au sein de la DGFIP.

Le sujet de nos carrières et de nos emplois doit aborder le renforcement des garanties individuelles et collectives dans le cadre des C.A.P . sur la base de règles de gestion transparentes, en opposition aux dispositions de la loi Fonction Publique. *A contrario* de vos projets de mobilité forcée, de détachement d'office, de mobilité géographique et/ou fonctionnelle subie ou incitée, de nouveaux droits et des garanties aux agents permettent la conservation de la technicité et une amélioration des conditions de travail et donc de la qualité de service. Évidemment, il convient de faire cesser la saignée des suppressions d'emplois et, au contraire, de recréer des emplois statutaires pour « investir » dans la DGFIP de demain, notamment par la mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à hauteur des besoins. Nous réaffirmons notre refus de la contractualisation et nous revendiquons une opération massive de repyramidage des emplois par une amélioration des volumes de promotions de grade au sein de chaque catégorie ainsi qu'un large plan de promotions de C en B et de B en A, en déverrouillant la promotion interne.

Concernant les rémunérations, nous constatons une prolétarianisation des qualifications, tant pour le cadre C que le cadre B et le cadre A. Nous revendiquons l'ouverture de négociations salariales, la revalorisation du point d'indice et l'intégration des primes afférentes au métier dans une grille renouvelée.

Tant que ces véritables négociations ne seront pas ouvertes, aussi au plan national qu'au niveau local, aucune « *concertation* », aucun « *dialogue social* » ne saurait exister. Nonobstant la volonté manifeste de nous nuire, malgré les marques quasi quotidiennes de mépris envers les agents et leurs représentants, nous continuons de porter une autre ambition pour la DGFIP. En choisissant la voie du rapport de force, sans aucune prise en compte d'arguments techniques, les Directions Générale et locale démontrent la vacuité de leurs projets et leur caractère idéologique.

Dans le département des Bouches-du-Rhône, soyez certain monsieur le directeur général adjoint, que nous savons travailler les convergences de lutte pour la défense et le développement des services publics.

Vous avez ouvert un nouveau front avec la casse du réseau des Finances publiques, nouveau front qui hélas pour vous n'éparpille pas nos forces mais au contraire les unit pour la défense du service public.